

Le nouveau calcul du PIB dans l'UE : un choix contesté.

«Le bonheur des uns fait le malheur des autres», cet adage populaire devrait s'appliquer aux pays membres de l'Union Européenne. Les contributions des pays au budget de l'Union européenne pourraient en effet être revues, faisant ainsi le bonheur ou le malheur des Vingt-Huit.

Le nouveau calcul figure dans une proposition de budget rectificatif adopté le 17 octobre par la Commission, a précisé le porte-parole de la Commission pour le Budget, Patrizio Fiorilli. La réévaluation des contributions proposée par la Commission «découle mathématiquement d'un changement des paramètres du calcul du PIB» décidé par les Vingt-Huit, et «de l'évolution macro-économique de chaque pays», a-t-il expliqué. Pour faire plus simple: les contributions des pays dont les PIB ont progressé moins que prévu depuis 1995 diminueront et celles des pays qui affichent de meilleures performances économiques augmenteront. Des changements liés notamment aux nouveaux modes de calcul des PIB des pays de l'Union européenne, qui prennent notamment en compte les revenus de la drogue et de la prostitution. La France pourrait ainsi profiter de ces nouveaux calculs. En raison de sa stagnation économique, l'Hexagone pourrait récupérer près d'un milliard d'euros - sur un budget de 21,9 milliards d'euros en 2013 - selon les calculs de Bruxelles dévoilés par des médias anglo-saxons. De même, l'Allemagne épargnerait 780 millions d'euros.



Londres veut convaincre d'autres pays de ne pas appliquer les nouveaux calculs

À l'inverse, Londres pourrait devoir rallonger jusqu'à 2,1 milliards d'euros au budget de l'Union européenne! Au 1er décembre, la contribution nette de la Grande-Bretagne au budget européen augmentera de près d'un cinquième, souligne le *Financial Times*, afin de «compenser ses meilleures performances économiques affichées depuis 1995», ajoute le quotidien des affaires. Le pays paie en moyenne près de 11 milliards d'euros chaque année. «L'économie britannique croît beaucoup plus vite que les autres, la logique est celle des impôts: si quelqu'un gagne plus, il paie plus d'impôts», souligne Patrizio Fiorilli.

Mais le gouvernement britannique ne l'entend pas de cette oreille. Cette demande «n'est pas acceptable», ont réagi les services du premier ministre David Cameron. «Ce n'est pas juste de revoir le calcul des contributions pour les années précédentes et de les réclamer», souligne-t-on dans l'entourage du gouvernement britannique. «La Commission européenne n'attendait pas cet argent, et n'en n'a pas besoin, et nous allons travailler avec d'autres pays» pour contrer cela, ont-ils ajouté. La Grande-Bretagne pourrait tenter de convaincre les Pays-Bas. De fait, la Hollande figure parmi les autres pays exposés aux plus fortes variations avec un surplus de l'ordre de 300 millions d'euros.

La question doit être tranchée dans le cadre de la conciliation budgétaire entre la Commission, le Parlement européen et le Conseil, qui représente les États. La Grande-Bretagne ne dispose pas de droit de veto au Conseil, où le budget se décide à la majorité simple.

Source : lefigaro.fr, le Flash Eco, *Bruxelles pourrait rendre 1 milliards d'euros à la France*, M Golla, 24/10/2014.

Questions :

1. Quels sont les changements intervenus dans le calcul du PIB des Etats membres de l'UE ?
2. Expliquez pour quelles raisons la Commission a choisi d'intégrer des activités illicites dans le calcul du PIB.
3. Ce nouveau mode de calcul a des conséquences pour les Etats membres et l'UE, en particulier des changements dans :
 - Le montant de la contribution des états membres au budget de l'UE.
 - Le poids de la dette publique dans le PIB des Etats membres.

Expliquez.

